

tributaire commerciale, qui lui achète beaucoup plus qu'elle ne lui vend <sup>1</sup> !

Il est de la dignité de l'Espagne de regarder en face les réalités ; dans l'état politique, financier, économique où elle est aujourd'hui, elle ne saurait assumer la tâche très lourde de protéger et d'organiser le Maroc. La parenté des races, qu'invoquent volontiers les partisans d'une politique d'action en Afrique, leur serait plutôt, à supposer qu'elle fût réelle, un obstacle qu'une aide, car il n'est pas de pires ennemis que les frères ennemis. Le souvenir des victoires d'O'Donnell, en 1859, s'est effacé ; il n'est resté que les ferments de haine laissés, notamment à Tetuan, par les troupes espagnoles. Dans de pareilles conditions, ce qui serait possible à la France, puissance africaine, habituée à gouverner des musulmans, connue d'eux pour garantir à tous ses sujets une complète liberté religieuse, serait impraticable à l'Espagne, quand même elle s'y appliquerait loyalement. Sept siècles d'histoire et l'implacable éloquence des morts s'insurgeraient contre une pareille tentative.

Le Maroc du Nord est aujourd'hui la seule terre où l'Espagne pourrait trouver un jour une expansion naturelle : le sentiment populaire dans la

1. Voici les chiffres de 1899 : importations espagnoles, 522 955 fr. ; exportations marocaines, 6 178 784 francs, consistant en peaux, œufs, pois chiches, maïs, fèves, poisson salé, amandes, oranges. Nous mettons à part, bien entendu, le commerce de contrebande. Le commerce franco-espagnol moyen est de 7 millions de francs.